

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

GS MARCEAU - CONCEPTION

Catégorie opération 1



Rue Masséna
13003 MARSEILLE

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	14/12/2020	Plan Général de coordination
2	09/04/2021	Mise à jour DCE
3	28/05/2021	

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	9
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	9
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	10
1.7 TRAVAILLEURS DÉTACHÉS.....	10
1.8 DIVERS.....	10
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	11
2.1 PLANNING	11
2.2 NATURE DE SOL.....	11
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	11
2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	11
2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	14
2.6 DIVERS.....	14
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	15
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	15
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	16
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	17
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	18
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	19
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	20
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	21
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	21
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	23
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	24
3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...).....	24

3.5.2 Travaux divers	24
3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	25
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	27
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER	28
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	30
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	32
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	35
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	37
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	37
5.2 CANTONNEMENTS.....	37
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	40
5.3.1 Mise en place bungalows	40
5.3.2 Cantonnement à étages.	40
5.3.3 Installation électrique.....	40
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	41
6.1 ORGANISATION.....	41
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	42
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	43
6.2.2 Interdiction de fumer	43
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	44
7.1 PPSPS	44
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	44
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	44
7.4 TRAVAILLEURS DÉTACHÉS.....	44
8 COLLÈGE INTER ENTREPRISES DE SÉCURITÉ DE SANTÉ ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL	46
9 Annexes	47
Projet de règlement CISSCT.....	47
DHOL.....	47
Panneau : En cas d'accident.....	47

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Éviter les risques.
- 2 – Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.

- 4 – Adapter le travail à l’homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.
- 5 – Tenir compte de l’état d’évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n’est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l’organisation du travail, les conditions de travail, l’influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

GS MARCEAU - CONCEPTION

Réalisation du Groupe Scolaire Marceau de l'opération Quartiers Libres Saint Charles Belle de Mai à Marseille (13).
Ecole maternelle / Ecole primaire / Ludothèque.

Rue Masséna
13003 MARSEILLE



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

Construction d'un groupe scolaire composé d'une école maternelle, une école primaire et une ludothèque.

Nombre de niveaux (infra et superstructure)

- RDC bas : Ludothèque et locaux techniques de la maternelle.
- RDC haut : Accès livraison/restauration, local vélos et locaux techniques de l'élémentaire et de la restauration.
- RDC sur la Cour Masséna : Espaces d'accueil, salle polyvalente, école maternelle, pôle restauration et cour de récréation maternelle.
- R+1 : Communauté pédagogique, pôle ACM, salle de motricité, médiathèque et cour de récréation

élémentaire.

- R+2 : Salles de classe et ateliers de l'école élémentaire.
- R+3 : Salles de classe et ateliers de l'école élémentaire, logement de fonction du gardien.
- Toiture technique accueillant des panneaux photovoltaïques posés à plat.

Nature de la couverture / toiture

Toiture terrasse étanchée.

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'ouvrage	COMMUNE DE MARSEILLE DGAVE DGEPC - ILOT ALLAR - 9 RUE PAUL BRUTUS 13233 MARSEILLE CEDEX 20	TEL : 04.91.55.18.23
Maître d'Oeuvre	MARJAN HESSAMFAR & JOE VERONS ARCHITECTES 13 Rue Cancera 33000 BORDEAUX	TEL : 05 56 13 11 06
Maître d'Oeuvre	BAJOLLE & GIANNI 75 Boulevard Charles Livon 13007 MARSEILLE	TEL : 04 91 52 41 13
Bureau d'étude	INGENIERIE 84 40 Avenue de la 1ère DB - ZAC du MIN - BP 40217 84306 CAVAILLON Cedex	TEL : 04 90 71 86 65
Bureau d'étude	INEX BET 2 rue Rabelais 93100 MONTREUIL	TEL : 01 49 88 81 53
Bureau d'étude	EMACOUSTIC 6 bis Rue Claude Taffanel 33000 BORDEAUX	FAX :
Bureau d'étude	VIA INFRASTRUCTURE 81 Rue Bourbon 33300 BORDEAUX	FAX :
Bureau de contrôle	QUALICONSLT 7-9 Rue Jean Mermoz 13008 MARSEILLE	TEL : 0495081180
CSPS	QUALICONSLT SECURITE 7-9 Rue Jean Mermoz 13008 MARSEILLE	TEL : 0495081180
Inspection du travail	DIRECCTE BOUCHE DU RHÔNE 55 Boulevard Périer 13415 MARSEILLE CEDEX 20	TEL : 04 91 57 96 00
OPPBTP	OPPBTP 10 Place de la Joliette - Les Docks - Atrium 10.6 13002 MARSEILLE	TEL : 0491776894

CARSAT	CARSAT SUD EST 35 Rue George - Direction des Risques Professionnels 13386 MARSEILLE CEDEX 20	TEL : 04 91 57 96 77
--------	---	----------------------

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°01 - Gros-œuvre
- N°02 - VRD - Aménagements extérieurs
- N°03 - Couverture - Etanchéité
- N°04 - Façades - Menuiseries extérieures
- N°05 - Métallerie - Serrurerie
- N°06 - Menuiserie intérieure bois - Agencement
- N°07 - Cloisons - Doublages - Plafonds
- N°08 - Revêtement de sols et revêtements muraux
- N°09 - Peinture
- N°10 - Paysage - Mobiliers extérieurs
- N°11 - Chauffage - Ventilation - Plomberie sanitaire
- N°12 - Electricité CFO / CFA - Photovoltaïque
- N°13 - Appareils élévateurs
- N°14 - Dépollution - Terrassement

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le 02/11/2021 pour une durée de 18 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de 30.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 1 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994 avec constitution d'un CISSCT.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

L'opération de catégorie 1 est soumise à CISSCT, dont le projet de règlement est en annexe.

Si des travailleurs détachés sont affectés à l'opération, le maître d'ouvrage doit porter à la connaissance de ces travailleurs (par affiche pérenne apposée dans le local vestiaire) les informations sur la réglementation française de droit du travail qui leur est applicable (durée du travail, salaire minimum, hébergement, prévention des chutes de hauteur, EPI obligatoires, droit de retrait). Ces informations sont traduites dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des Etats d'appartenance de ces salariés.

Mode de passation des marchés : Public

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est STRICTEMENT INTERDIT pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Il ne pourra pas être fait appel à de la sous-traitance au-delà du deuxième rang.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

Voir articles 1.4 et 7.4.

1.8 DIVERS

Le Compte-Prorata sera mis en place, géré et suivi par le Lot en charge du Gros-Oeuvre.

Voir les pièces administratives du Dossier de Consultation des Entreprises pour mes modalités (CCTC00-Limites de Prestations).

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

Rapport d'étude de sol : Etude géotechnique (G2 PRO) "GEOTEC" N°19/02487-MARSE/04 indice B" daté du 29/06/2020

Ce document est transmis par le maître d'ouvrage aux entreprises et joint au DCE (Dossier de Consultation des Entreprises).

Si des éléments remarquables (cavités, remblais non répertoriés, venues d'eau...) sont découverts durant les travaux, il conviendra de faire réintervenir le géotechnicien afin de réaliser une étude complémentaire appropriée.

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (réseaux-et-canalisation.gouv.fr).

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établit par l'entreprise, auprès des concessionnaires.

Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé.

Le maître d'ouvrage doit les faire repérer ou piqueter de manière efficace les réseaux, pendant toute la durée des travaux.

2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

La présence d'engins, de véhicules routiers, de piétons nécessitera la mise en place de la clôture de chantier.

Clôture mise en place par le Lot Démolition durant les travaux préalables.

Cette clôture devra être complétée et entretenue tout au long du chantier.

Un arrêté de circulation doit être demandé pour la circulation, les sorties d'engins et l'approvisionnement.

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	A Intégrer : Clôtures en limite, Grue, Base vie, Réseaux de chantier, Aire d'approvisionnement , Aires de stockage, Bennes.	Suivant contrainte des services délivrant autorisations et PIC.	Lot GO	Lot GO
Clôture	Bâtis des propriétés mitoyennes complétés par barrières type HERAS avec voile opaque ou autre palissade occultante, limitant les nuisances (poussières, visuel) et enfichées au sol dès que nécessaire.	Sur la périphérie du chantier, selon PIC	Lot GO	Lot GO
Portail et portillon	Portails condamnable à mettre en place sur les accès principaux au chantier.	PIC Selon	Lot GO	Lot GO
Homme trafic	Prévoir un homme à pied pour guider les manœuvres d'entrées et de sorties des camions.			

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
Signalisation	<p><u>Affichage panneau de chantier :</u> L'entreprise réalise, installe, entretien et dépose le panneau de chantier réglementaire suivant le plan établi par le Maître d'Oeuvre. Il est rappelé que ce panneau doit porter mention de toutes les entreprises et travailleurs indépendants appelés à intervenir sur le chantier y compris les sous-traitants de quelque rang que ce soit.</p> <p>Affichage PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE & CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC.</p>	L'emplacement est défini en concertation avec le Maître d'Oeuvre et le Maître d'Ouvrage. Il doit toutefois être visible depuis le domaine public.	Lot GO	Lot GO
Grue et engin de levage	Grue(s) à tour conforme(s).	Selon PIC et sur accord des services compétents.	Lot GO	Lot GO
Divers	Condamnation si nécessaire des stationnements en bordure de voie ou d'une partie de la voirie limitrophe. Se rapprocher des services de la voirie pour formaliser la demande.	Selon PIC et sur accord des services municipaux.	Lot GO	Lot GO

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage et ou le Maître d'Oeuvre, pourront décider de faire intervenir une entreprise extérieure, aux frais des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

L'accès au chantier ne pourra se faire que par l'entrée réservée au chantier suivant le PIC.

L'accès au chantier ne sera autorisé qu'aux personnes déclarées par l'entreprise avant démarrage des travaux.

L'ensemble des compagnons devra être détenteur de la carte BTP conformément à la réglementation en vigueur.

Toute personne qui de par son comportement serait susceptible de générer des risques pour lui-même, tout autre intervenant, ou un quelconque usager, sera immédiatement exclu du chantier.

Les chauffeurs ou livreurs devront être systématiquement muni du DHOL à jour.

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	Portail principal d'accès au chantier.	Lot GO	Lot GO
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Carte BTP	L'ensemble des compagnons devra être détenteur de la carte BTP conformément à la réglementation en vigueur.	Chaque entreprise est responsable pour l'ensemble de ses salariés.
Liste du personnel	Registres réglementaires de toutes les entreprises disponibles dans la base-vie.	Lot GO	TCE

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage et ou le Maître d'œuvre pourront décider de faire intervenir une entreprise extérieure, aux frais des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.6 DIVERS

Sans objet.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

Un plan de circulation doit préciser à minima les points suivants et devra les intégrer au Plan d'Installation de Chantier:

- Le sens de circulation des véhicules et engins de chantier,
- Dispositions prises pour le guidage et les manœuvres des engins lors des livraisons.

Aires de stockage plateformes stabilisées et accessibles en tout temps.

En cas de circulations sous réseaux électriques aériens : mise en place de gabarits de passage afin de prévenir des risques de heurt et d'électrisation.

Les salariés chargés de la conduite des véhicules et engins doivent être détenteurs d'une autorisation de conduite, délivrée par le chef de l'établissement à l'issue d'une formation aux engins confiés (CACES ou équivalent), et visite médicale. Cette autorisation n'est valable que pour le chantier en question.

Dispositions liées à la situation exceptionnelle du risque sanitaire et de pandémie COVID-19 de chaque entreprise :

Mise en place et respect de toutes les mesures suivantes par le référent COVID-19 :

- Interdire la présence de personne à risque aggravé du fait de leur santé (selon les critères définis par la Sécurité Sociale).
- Transport en véhicule partagé pour venir au chantier : Veiller à assurer la distance minimale d'un mètre entre les personnes : une personne par rang maximum, et en quinconce si plusieurs rangs.
- Dans le cas d'une utilisation partagée de véhicule et pour les engins, prévoir la désinfection des surfaces de contact entre utilisateurs (volant, boutons de commande, poignée de changement de vitesse...) et la mise à disposition de lingettes désinfectantes et de gel ou de solution hydroalcoolique. Désactiver le recyclage d'air et privilégier l'ouverture des fenêtres pour assurer une aération continue.
- Privilégier les modes de transport individuels. Recourir le cas échéant au véhicule personnel (indemnité de transport et assurance à vérifier).
- En cas d'utilisation des transports en commun : respect de la distance minimale d'un mètre, port du masque obligatoire et lavage des mains obligatoire à l'arrivée au chantier.
- Fourniture de désinfectants sur site.
- Essayer de maintenir les mêmes équipes chargées des livraisons afin de créer une cohésion solidaire et respectueuse les uns envers les autres pendant cette crise.
- Organisation des postes de travail pour limiter au maximum les tâches simultanées de proximité et de longue durée, y compris pour les phases de livraisons.
- Eviter/Limiter les échanges et prêt d'outils de travail et/ou désinfecter ces derniers régulièrement ou à chaque changement de main.
- Affichage de brochures sur les règles d'hygiène à respecter.
- Il conviendra que les livreurs et les chauffeurs restent cantonnés dans leur cabine. En cas de réelle nécessité les distances de sécurité devront être respectées.

Rappel :

- **Une bonne hygiène contribue à prévenir la transmission du coronavirus sur le chantier.**
- **les entreprises intervenantes sur site de bien doivent veiller à ce que ces dispositions soient mises en place et respectées.**
- **Les sous-traitants et prestataires sont soumis aux mêmes dispositions.**

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Aire de livraison	Aire plane et aisément accessible, permettant d'éviter la répétition de manutentions manuelles lourdes.	Selon PIC du lot GO	Lot GO	Lot GO
Quai de déchargement	Quai normalisé équipé de Garde-corps et de potence pour la protection des compagnons.	Selon PIC du lot GO	Lot GO	Lot GO
Aire de stationnement	Stationnement à l'extérieur du fait d'une place réduite dans l'emprise du chantier.			
Signalisation	Mise en place de panneaux suivant PIC.	Au niveau du portail d'entrée et sortie des véhicules notamment.	Lot GO	Lot GO
Homme de manœuvre	Toute manœuvre des véhicules et engins à l'entrée du chantier est à effectuer avec l'aide d'un signaleur et compagnons équipés de gilets réfléchissants.	Entrée du chantier	Lot GO	Lot GO
Avertisseur de manœuvre	Avertisseurs de recul sonores ou lumineux en parfait état de marche	Sur l'ensemble des engins de chantier.	Toute entreprise concernée.	Toute entreprise concernée.
Nettoyage avant sortie	Nettoyage des véhicules. Maintien en bon état de propreté de la voirie.	Entrée / sortie du chantier.	TCE	TCE

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accès au cantonnement	Cheminement à pieds secs depuis l'entrée principale.	Selon PIC	Lot GO	Lot GO
Cheminement cantonnement/chantier	Accès sécurisé depuis les installations de chantier vers les différents postes par les escaliers de chantier.	Selon PIC	Lot GO	Lot GO
Séparation piétons/véhicules	Matérialiser par une barrière rigide les circulations piétonnes pour les isoler des circulations véhicules.	Selon PIC	Lot GO	Lot GO
Escalier provisoire	Mise en place d'échelles de chantier à marches à inclinaison variable (marches toujours horizontales), arrimées en tête et en pied tant que les escaliers définitifs ne sont pas en place sur chaque zone.	Selon évolutions du chantier et nécessité d'accès à chaque zone.	Lot GO	Lot GO
Escalier définitif	Escaliers définitifs à installer à l'avancement pour faciliter les circulations verticales.	Selon plans architecte.	Lot GO	Lot GO
Cheminement sur chantier	Mise en place d'escaliers de talus pour franchir les dénivelés importants et permettre d'accéder en sécurité sur toutes les zones du chantier.	Aux abords des talus.	Lot Terrassement / GO	Lot Terrassement / GO

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Eclairage	<p>Eclairage provisoires circulations et accès tous niveaux y compris sous sols : réglettes fluorescentes ou hublots en applique murale.</p> <p>Éclairage définitif raccordé sur le réseau provisoire de chantier.</p> <p>Éclairage des postes de travail à charge des entreprises (à partir des coffrets). Il doit être adapté aux exigences du travail en cours.</p>	Réparti dans l'ensemble des locaux.	Lot CFO	Lot CFO
Signalisation	Signalisation des différents accès et cheminement par affichage simple et compréhensible de tous.	Réparti dans l'ensemble des locaux.	Lot GO	Lot GO
Accès couverture/terrasse	Mise en place d'échelles de chantier à marches à inclinaison variable (marches toujours horizontales), arrimées en tête et en pied.	Selon PIC	Lot GO	Lot GO
Auvent protection accès	Auvent métallique et platelage couvrant les accès principaux dès l'installation d'échafaudage de pied et façade.	Selon PIC	Lot installateur de l'échafaudage.	Lot installateur.

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Le déchargement et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter :

- Les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle, du lieu d'approvisionnement au poste de travail.

- Les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou à la configuration des locaux.

Afin de mieux répartir les approvisionnements, des plates-formes de dessertes sont aménagées près des aires de livraisons.

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
Grue à tour	Suivant PIC	Lot GO	TCE	Dispositifs de paramétrage des interdiction de survol type SMIE.
Grue automotrice	A définir selon les besoins des entreprises.	A définir à l'avancement selon les besoins lors du retrait des grues à tour.	TCE	
Recettes à matériaux	Mise en place à chaque étage en quinconce. Préconisations particulières (encombrement / poids) de chaque entreprise des Lots secondaires à prendre en considération avant montage.	Lot GO	TCE	
Monte matériaux	Il devra être décrit dans le PPSPS de l'entreprise l'équipement prévu d'être mis en place.			
Camion auto-déchargeable	A définir selon les besoins des entreprises.			
Transpalette/chariot	A mettre à disposition aux étages pour les manutentions horizontales.	TCE	TCE	

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier :

- Etude de site.
- Contrôle avant mise en service.
- Contrôle périodique.
- Vérification du limiteur de survol en charge, en limite de chantier.
- Vérification du système d'interférence entre plusieurs grues sur le chantier, qui seront numérotées.

Dans le cas de chantiers mitoyens, un système d'interférence sera mis en place entre les grues de chaque chantier ; la numérotation des grues se fera en continuité et non par chantier. Un anémomètre devra être installé sur chaque grue, avec liaison en cabine, et l'entreprise devra avoir un abonnement avec un service météorologique.

Grue automotrice

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin. L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Convention écrite précisant les limites de prestations et de responsabilité de chacun des entrepreneurs.

Fourniture des appareils de levage à la charge de l'entreprise utilisatrice.

Un chef de manœuvre appartenant à l'entreprise utilisatrice, connaissant parfaitement les gestes conventionnels de guidage, est impérativement désigné.

Le grutier doit refuser de manutentionner toute charge mal arrimée ou mal élinguée.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

L'entreprise réalise l'étude d'adéquation des moyens de levage permettant l'approvisionnement cohérent :

- A chaque phase selon la configuration de l'emprise chantier.
- A proximité des postes de travail.

Sur l'aire des travaux, les entreprises veillent à emprunter des dispositifs individuels adaptés pour soulager et aider le travailleur à la mise en oeuvre des matériaux.

Le Coordonnateur SPS propose à la maîtrise d'Ouvrage la solution suivante, restant à être validée : Pour permettre l'approvisionnement des corps d'état secondaires, il est proposé la mutualisation de la grue du Gros Oeuvre sur la durée du GO + 3 mois.

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Lot Gros Oeuvre

Lot chargé de l'entretien

Lot Gros Oeuvre

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
--------	-------------------	--------------	-------------	--------------

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Matériaux de chantier GO (banches, étais, ferrillages...).	Zone de stockage plane, stabilisée et facilement accessible selon PIC du lot GO. Les matériaux devront être stockés conformément aux notices fabricant de chaque matériaux et en prenant en compte les différentes contraintes.	Selon PIC lot Gros Oeuvre, à répartir à proximité des postes de travail et à organiser à l'avancement.		Matérialisation par balisage périphérique ou barriérage de la zone.
Matériaux du second-oeuvre (cloison, plafond, isolant, carrelage...).	Colis sur palettes.	Au RDC ou aux étages concernés par Grue ou autre moyen de levage. Manutentions manuelles à proscrire pour ce genre de matériaux.		Matérialisation de la zone par panneau signalétique ou balisage périphérique. Extincteur présent dans le local.
Sable et pompe à sable.	Sable en vrac et pompe à proximité.	Dans zone réservée à cet effet selon PIC Gros Oeuvre et à proximité des postes de travail.	Privilégier une zone aérée vis à vis de l'émission des poussières ou des gaz du groupe moteur associé à la pompe. Position de la pompe en intérieur interdite du fait de l'émission de gaz d'échappement.	Matérialisation de la zone par balisage périphérique.
Menuiseries.	Colis sur pupitres métalliques.	Dans zone réservée à cet effet selon PIC lot Gros Oeuvre.		Matérialisation de la zone par balisage.
Peintures / enduits	Sur palette ou en colis.	Au RDC ou aux étages concernés par Grue ou autre moyen de levage.	Locaux fortement aérés.	Matérialisation de la zone par balisage.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Equipements techniques (plomberie, gaines, tuyaux, électricité...).	Sur palette ou en colis.	Au RDC ou aux étages concernés par Grue ou autre moyen de levage.		Matérialisation de la zone par balisage. Prévoir livraison à l'avancement pour contenir les volumes de stocks sur place au minimum requis. Stockage sur place dans un espace maintenu clos et sécurisé.

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

Dispositions liées à la situation exceptionnelle du risque sanitaire et de pandémie COVID-19 :

Mise en place et respect de toutes les mesures suivantes par le référent COVID-19 :

- Interdire la présence de personne à risque aggravé du fait de leur santé (selon les critères définis par la Sécurité Sociale).
- Fourniture de désinfectants sur site.
- Eviter/Limiter les échanges et prêt d'outils de travail et/ou désinfecter ces derniers régulièrement ou à chaque changement de main.
- Affichage de brochures sur les règles d'hygiène à respecter.
- Nettoyage renforcé de la base vie et désinfection quotidienne des surfaces (poignées de portes, tables, dossiers de chaises, porte frigo micro-ondes etc...)

Rappel:

- **Une bonne hygiène contribue à prévenir la transmission du coronavirus sur le chantier.**

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Répartis sur l'ensemble du chantier.	Nettoyage quotidien.	TCE	Chaque lot est chargé du maintien en bon ordre et en bon état de propreté du chantier.

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Bennes avec tri	Selon PIC. Emplacement permettant les échanges de bennes sans survol du chantier.	Mise en place dès la phase installation du chantier, en nombre et quantité suffisantes. Évacuation et renouvellement autant de fois que nécessaire. Le nombre de bennes doit permettre le tri des déchets (bois / ferraille / DIB / matériaux dangereux).	Lot GO	Lot GO

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le maître d'Ouvrage et/ou son représentant devront prendre les dispositions de nomination d'une entreprise qui prendra en charge l'entretien afin de maintenir pendant toute la durée des travaux. Dans le non-respect de cette obligation, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable, le Maître de l'Ouvrage ou le Maître d'Oeuvre feraient faire ce nettoyage par une entreprise extérieure, aux frais et risques de l'entreprise responsable.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

3.5.2 Travaux divers

Sans objet.

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
-------------	--------------	--------------	--------------	-----------------------

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	Lot Étanchéité Lot Serrurerie Lot Plomberie	Stockage des bouteilles dans une zones appropriée et conforme à la réglementation. Extincteur de classe correspondante et en bon état de fonctionnement à proximité de poste.	Lot concerné.	

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Dispositions générales

Les entrepreneurs doivent intégrer dans leur méthode générale de construction, la protection définitive intégrée. En cas d'impossibilité, les circulations et les postes de travail sont protégés par des protections collectives provisoires. Le responsable de la protection contrôle fréquemment son état, et procède immédiatement à la remise en état le cas échéant.

Ces entreprises ont à leur charge, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, la fourniture, la mise en place et la maintenance des protections collectives et ce, pendant toute la durée de leur intervention, jusqu'à ce que les protections définitives soient mises en place ou que les zones de travaux ne soient plus considérées comme dangereuses ou pouvant engendrer des risques.

L'entreprise, qui pour son intervention, doit déplacer un dispositif collectif de sécurité, a l'obligation et la charge de la remplacer préalablement par un dispositif présentant un degré de protection au moins équivalent. Au cas où un entrepreneur ne remettrait pas en place les dispositifs de sécurité, l'installateur a l'obligation de le faire après constat du Coordonnateur Sécurité et / ou du Maître d'Oeuvre, aux frais de l'entrepreneur responsable.

Les dispositifs de sécurité mis en place par une entreprise pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, etc...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par elle-même.

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Fouille	Talutage selon recommandation BET géotechnique ou blindage. Balisage et sécurisation en périphérie.	Lot responsable de la réalisation de la fouille.	

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Tranchée	Blindage conforme à la réglementation si profondeur supérieure à 1,30m et nécessité de descendre en fond de tranchée.	Lot responsable de la réalisation de la tranchée.	
Rive de plancher	Gardes corps adaptés à l'ouvrage permettant d'assurer la protection collective.	Lot GO	
Trémie petite dimension	Boite de réservation ou plaque d'obturation fixée, et armatures continues.	Lot GO	
Trémie grande dimension	Garde-corps compatibles avec la pose des réseaux verticaux. Cas des trémies d'escaliers : - Garde-corps sur les paliers. - Escaliers définitifs à l'avancement ou tours escaliers provisoires.	Lot GO	
Châssis en façade sur allège < 1m	Protection collective permettant la mise en oeuvre du châssis et de la protection définitive en toute sécurité et sans besoin de dépose. Installation en tableau ou au nu extérieur de la façade.	Lot GO	
Châssis en façade toute hauteur d'étage	Protection collective permettant la mise en oeuvre du châssis et de la protection définitive en toute sécurité et sans besoin de dépose. Installation en tableau ou au nu extérieur de la façade.	Lot GO	

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Baie palière d'ascenseur	Protection de baie par grille intégrale réglable toute hauteur type Gémagrille.	Lot GO	
Périphérie toiture terrasse	Gardes corps adaptés à l'ouvrage permettant d'assurer la protection collective (filets périphériques seuls interdits).	Lot GO	

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur.

La mutualisation des moyens de type échafaudage doit faire l'objet d'une convention selon la réglementation en vigueur et les recommandations R-408 de la CNAMTS.

L'objectif visé consiste à mettre à disposition des corps d'état concernés pendant toute la durée du chantier, des moyens communs de prévention de ces risques tels que :

- Les dispositifs de protections collectives pour les travaux en hauteur.
- Les plates-formes de travail pour les travaux en hauteur et leurs accès.
- Les moyens de transport des personnes pour accéder aux ouvrages et à pied d'œuvre.
- Les moyens de transport, levage, manutention des matériels, matériaux et équipements techniques pour approvisionner dans les ouvrages et distribuer à pied d'œuvre.
- Les aménagements de circulations et les infrastructures pour les stockages et le stationnement.
- Les moyens d'évacuation des déchets produits durant le chantier.

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Echafaudage de pied	En périphérie des façades.	Gestion par le Lot installateur de sorte à permettre la mutualisation des moyens.	Lot installateur.	Lot installateur.	TCE
Mise en service anticipée monte-charge/ascenseur	1 cage à définir sur l'ensemble du bâtiment.	Gestion par le Lot installateur de sorte à permettre la mutualisation des moyens.	Lot Ascenseur	Lot Ascenseur	TCE

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le maître d'Ouvrage et/ou son représentant devront prendre les dispositions de nomination d'une entreprise qui prendra en charge l'installation et l'entretien des installations électriques pendant toute la durée des travaux.

Dans le non-respect de cette obligation, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable, le Maître de l'Ouvrage ou le Maître d'oeuvre feraient faire le nécessaire par une entreprise extérieure, aux frais et risques de l'entreprise responsable.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	Selon position de la viabilité en bordure.	Dès le démarrage du chantier.	Lot GO	Lot GO
Armoire générale	<p>Selon PIC lot Gros Oeuvre.</p> <p>L'armoire principale doit notamment comporter les départs séparés pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réseau cantonnement. - Réseau alimentation des postes de travail. - Réseau éclairage circulation. 	Dès démarrage du chantier.	Lot GO	Lot GO
Alimentation cantonnement	Selon PIC lot Gros Oeuvre.	Dès mise en place des installations de chantier.	Lot GO	Lot GO
Alimentation grue à tour	Selon PIC lot Gros Oeuvre.	A l'installation.	Lot GO	Lot GO

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Armoires secondaires	Chaque coffret comprend notamment : - 4 prises de courant 2 x 10/16 + T 220 V - Un bouton d'arrêt d'urgence. Coffrets fixés au mur ou déplaçables. Un coffret par niveau par cage d'escalier et tous les 20 m dans les parties communes.	A mettre en place à l'avancement du Gros Oeuvre.	Lot CFO	Lot CFO
Eclairage circulation verticale	Réparti dans l'ensemble des accès verticaux.	A mettre en place à l'avancement des travaux.	Lot CFO	Lot CFO
Eclairage circulation horizontale	Réparti dans l'ensemble des circulations.	A mettre en place à l'avancement des travaux.	Lot CFO	Lot CFO
Eclairage de secours	Réparti dans l'ouvrage.	Mettre en place à l'avancement des travaux dès la mise en place de l'éclairage afin de permettre l'évacuation des locaux en cas de coupure de courant.	Lot CFO	Lot CFO
Eclairage poste de travail	L'éclairage des zones de travail reste à charge des entreprises (à partir des coffrets de prises). Il doit être adapté aux exigences du travail en cours et réparti aux différents postes de travail.	Mettre en place à l'avancement des travaux.	Chaque entreprise est chargée de l'entretien de ses propres installations et matériels.	Chaque entreprise est chargée de l'entretien de ses propres installations et matériels.

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des

coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

La gestion des risques successifs et simultanés est directement liée à la bonne maîtrise de l'organisation générale de toutes les phases et du planning.

Pour chaque travaux générant des risques entre les entreprises, doit répondre des moyens adéquats associés à des mesures de prévention clairement réparties pour tous.

Pour des zones particulières à risque fort il pourra être associé des décalages d'intervention (travaux superposés, protections collectives) sur une zone définie.

Dysfonctionnement ou dérapage du calendrier : En cas de dysfonctionnement ou dérapage du calendrier, la co-activité des entreprises doit être étudiée par le Maître d'oeuvre en accord avec le Coordonnateur Sécurité.

CHANTIER ATTENANT METROPOLE :

Il est à noter que l'aménagement des voiries en périphérie du chantier seront réalisées simultanément avec l'opération.

Cette proximité de chantiers pourra impacter l'opération et demandera une analyse et une concertation avant démarrage.

Nous précisons qu'à ce stade, aucune planification n'est encore arrêtée et les interférences entre les 2 chantiers ne peuvent donc être réellement anticipées.

Toutefois, les principaux points de vigilance à considérer sont les suivants :

- Accès au chantier.
- Circulations aux abords.
- Problématique des livraisons.
- Interférences de moyens de levage éventuellement utilisés.
- Réseaux d'alimentation (eau / EU / Elec) et maintien des branchements.
- Gestion des risques propres aux travaux réalisés à proximité (talus lors des terrassements / tranchées lors des VRD / utilisation d'engins...).
- Maintien des fermetures et clotures de chantier.
- ...

Mesures de préventions liées à la situation exceptionnelle du risque sanitaire COVID-19 :

Gestion exceptionnelle de la coactivité.

Suite à la demande de maintien ou reprise de l'activité pour le secteur du BTP de la part du gouvernement, et suivant le guide des bonnes pratiques de l'OPPBTB spécifiques, liées à la pandémie de COVID-19. Tout doit être mis en œuvre pour permettre de respecter les gestes barrières et la distanciation sociale.

Mise en place et respect de toutes les mesures suivantes par le référent COVID-19 :

- Interdire la présence de personne à risque aggravé du fait de leur santé (selon les critères définis par la Sécurité Sociale).
- Limiter le nombre de personnes pour réduire les risques de rencontre et de contact.
- Essayer de maintenir les mêmes équipes afin de créer une cohésion d'équipe solidaire et respectueuse les uns envers les autres pendant cette crise.
- Organisation des postes de travail pour limiter au maximum les tâches simultanées de proximité et de

longue durée.

- Attribuer les outillages de façon individuelle, sauf en cas de port systématique de gants de travail. Limiter le prêt de matériel entre compagnons. Désinfecter le matériel entre deux compagnons, le cas échéant.
 - Mettre en place un plan de circulation permettant de respecter la distance d'un mètre entre les personnes, notamment lors des croisements. Privilégier les circulations circulaires.
 - Organiser la réception des matériaux et matériels de façon à éviter tout contact physique.
 - Présenter l'organisation exceptionnelle des travaux avant chaque prise de poste et chaque demi-journée.
 - Avant chaque début de tâche, vérifier que les modes opératoires permettent de respecter la distance d'au moins un mètre. En cas d'impossibilité, faire porter des lunettes et des masques de type à usage non-sanitaire de catégorie 1 (filtration supérieure ou égale à 90% - « masques individuels à usage des professionnels en contact avec le public » selon la note DGS/ DGE/DGT du 29 mars 2020), de type FFP1, de type chirurgical. (possibilité d'utiliser des masques de protection supérieure y compris ceux de type à cartouche ou masque à ventilation assistée). Le port du masque ne dispense pas du respect dans la mesure du possible de la distanciation sociale et dans tous les cas de l'hygiène des mains. Ecrans faciaux ou visières couvrantes (ajoutée au port du masque selon évaluation du risque) : descendant au moins 3 cm sous le menton.
 - Dans le cadre de la pandémie de COVID-19, le ministère des solidarités et de la santé recommande, en population générale, d'éviter de porter des gants car ils donnent un faux sentiment de protection. Les gants deviennent eux-mêmes des vecteurs de transmission, le risque de porter les mains au visage est le même que sans gant, le risque de contamination est donc égal voire supérieur.
 - Affichage de brochures sur les règles d'hygiène à respecter.
 - Décalage des horaires de prises de déjeuners pour éviter les regroupements de compagnons et la promiscuité dans les locaux.
 - Réunions de chantiers limitées à un nombre d'intervenants selon les dispositions sanitaires en vigueur, à tenir hors espace confiné ou à mener en Visio conférence.
- Même après la vague de pandémie, il conviendra de respecter pendant un temps les mesures de précautions.
- Les plannings devront être adaptés en conséquence et permettre des interventions décalées et non simultanées, zones de travail bien distinctes.
- Stopper l'activité en cas d'impossibilité.**
- Les masques chirurgicaux et les cartouches sont à jeter après chaque intervention dans un sac à déchets. Les masques non jetables et les lunettes seront essuyés à la lingette désinfectante à l'intérieur et à l'extérieur.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Travaux superposés	Tous	D'une manière générale, des dispositions sont prises pour éviter tous travaux superposés.	Mise en place des dispositifs de protection collective de type platelages jointifs, bâches, filets micro maille, balisages, par l'entreprise exportatrice du risque.	Lot générant le risque.

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Travaux en façade.			Montage d'un échafaudage conforme à la R408 de la CNAMTS prenant en compte les besoins des différents intervenants.	
Travaux bruyants.	Tous	Un décalage de travaux est en conséquence prévu de manière à laisser intervenir seule l'entreprise causant la gêne concernée. La planification du chantier doit gérer à l'avancement ce type de problème.		Chaque entreprise concernée en concertation avec le MOE et le CSPA.
Travaux dégageant des émissions de poussières.	Tous		Délimitation des zones d'intervention. Intervention seule de l'entreprise concernée. Locaux ventilés.	Chaque entreprise concernée en concertation avec le MOE et le CSPA.

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Les entrepreneurs doivent intégrer dans leur méthode générale de construction, la protection définitive intégrée. En cas d'impossibilité, les circulations et les postes de travail sont protégés par des protections collectives provisoires. Le responsable de la protection contrôle fréquemment son état, et procède immédiatement à la remise en état le cas échéant.

Ces entreprises ont à leur charge, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, la fourniture, la mise en place et la maintenance des protections collectives et ce, pendant toute la durée de leur intervention, jusqu'à ce que les protections définitives soient mises en place ou que les zones de travaux ne soient plus considérées comme dangereuses ou pouvant engendrer des risques.

L'entreprise, qui pour son intervention, doit déplacer un dispositif collectif de sécurité, a l'obligation et la charge de la remplacer préalablement par un dispositif présentant un degré de protection au moins équivalent.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
-------------	----------------	----------------------	---------------------------	--------------

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Fondations	Lot Gros Oeuvre Lot Terrassement	Ouverture de fouilles pour réalisation des fondations.	Repérage des réseaux souterrains, réalisation des DICT préalables. Respect des préconisations de l'étude de sol et BET Structure.	Suivant étude de sol. Stockage éloigné des têtes de talus. Protection contre le risque de chute d'objet. Autorisation de conduite pour les engins. Port de baudriers réfléchissants. Avertisseurs de recul sonores ou lumineux.
Tranchées	Lot Gros Oeuvre Lot Terrassement	Ouverture de tranchées. Travaux en tranchées.	Repérage des réseaux souterrains, réalisation des DICT préalables. Respect des préconisations de l'étude de sol.	Suivant étude de sol. Échelles d'accès au fond de tranchée. Passerelles de franchissement sécurisées. Balisages 2 faces des tranchées ouvertes plus de 24 heures. Balisage en retrait, interdiction d'accès à proximité. Inclinaison des talus suivant rapport du géotechnicien ou blindage systématique selon R255 de la CNAMTS. Mise en place d'une protection contre le risque de chute d'objet. Autorisation de conduite pour les engins. Port de baudriers réfléchissants. Avertisseurs de recul sonores ou lumineux.
Pose d'éléments préfabriqués	Lot Gros Oeuvre	Pose de prédales, prémurs ou tout autre élément BA.	Manutention des éléments directement équipés des protections collectives.	Installation des protections collectives au sol avant manutention.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Travaux en hauteur	Lot Gros oeuvre Lot Façades Lot Serrurerie Lot Menuiseries extérieures Lot Étanchéité	Interventions en façade ou en toiture.	Mutualisation d'un échafaudage conforme ou travail à l'abri de protections collectives type garde-corps rigide.	Montage d'un échafaudage conforme à la R408 de la CNAMTS. PV de conformité de montage à afficher. Convention entre les utilisateurs.
Ascenseurs	Lot Ascenseur	Montage d'ascenseur dans la gaine.	Eclairage de la gaine. Évacuation de l'eau éventuelle en fond de gaine. Accès sécurisé à la gaine.	Sécurisation des ouvertures palières de la gaine par grille de sécurisation toute hauteur type Gémagrille. Mise en service des organes de sécurisation de l'ascenseur (freins, blocage...).

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	Depuis le point d'entrée sur le chantier jusqu'à la base-vie et les zones de travaux.	Chaussée stabilisée. Largeur et portance adaptée au roulage des camions devant l'emprunter.		TCE	TCE
Environnement du chantier		Laisser libre de circulation pour le passage éventuel d'un camion pompiers en cas d'urgence.	Vérifier l'emprise des installation en façade. Respecter la largeur de passage camion pompier en permanence.	TCE	TCE
Bruit dû au chantier	L'ensemble du chantier au dessus des sous-sols.	Travaux en zone urbaine avec des résidences et immeubles d'habitation à proximité.	Respecter les horaires imposées par la circulaire et la réglementation en vigueur. Phaser les travaux bruyants plutôt après 10h du matin.	TCE	TCE
Réseaux enterrés et aériens (voir aussi Article 2 : 2.3)	Selon les DT.		Se référer aux retours des DT et DICT.		

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Interférence avec activité du site	Présence de l'école Busserade à proximité immédiate du chantier.	Présence sur la chaussée et aux abords de l'école des enfants et des parents d'élèves aux heures d'entrée et sortie de classe.	<p>Toute disposition sera prise pour n'effectuer les livraisons et rotations de camions qu'en dehors des heures d'entrée et de sortie des élèves afin d'éviter toute problématique et interférence avec les camions (Matin / Pause méridienne / Fin des classes).</p> <p>Cette obligation sera portée dans le DHOL.</p>	TCE	TCE

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

Lorsqu'une opération excède, comme c'est le cas ici, un montant de 760000€, le chantier relatif à cette opération doit disposer, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux conditions qui leur sont applicables en matière d'hygiène et de sécurité du travail.

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de l'intervention
Voie d'accès principale	Depuis le point d'entrée sur le chantier jusqu'à la base-vie et les zones de travaux.	Préalable au démarrage des travaux.	Lot Terrassement
Eau potable	Point défini par le MOA .	Préalable au démarrage des travaux.	Lot Gros Oeuvre
Eau usées	Raccord eaux usées selon PIC permettant le raccord des sanitaires du chantier.	A l'issue de la période de préparation.	Lot Gros Oeuvre
Eau pluviale	Regard à disposition pour pompage des eaux en sous sol en cas d'orage.	Jusqu'à la mise hors d'eau du bâtiment et son raccordement au réseau EP.	Lot Gros Oeuvre
Electricité	L'entreprise procède au raccordement depuis un point de livraison : - Défini par les services concessionnaires correspondants. - Défini avec le maître d'ouvrage.	A l'issue de la période de préparation.	Lot Gros Oeuvre

5.2 CANTONNEMENTS

Disposition générale

Les cantonnements devront être réalisés suivant :

- Décret du 6 janvier 1965 modifié le 6 mai 1995
- Fiche OPPBTP, référence : H3 M 02 95 (dispositif à partir du 1^{er} janvier 1997)

Mise en place des mesures visant à prévenir le risque de contagion COVID-19 :

Gestion des déchets potentiellement contaminés : essuie-mains, lingettes, essuie-tout, masques, gants... doivent être jetés dans des poubelles à pédale et couvercle équipées de sacs à déchets étanches qui seront fermés par un lien et jetés via la filière des ordures ménagères.

Lieu de vie, de contacts et d'échanges, la base vie ou le bungalow de chantier sont des espaces où l'organisation des présences et des déplacements doit faire l'objet d'une attention soutenue.

Assurer un affichage fort et visible des consignes sanitaires.

Respecter, en toutes circonstances, une distance de 4m² minimum par personne, ce qui doit permettre de garantir une distance minimale de 1 mètre autour d'une personne (dans toutes les directions):

- éventuellement, en organisant les ordres de passage,
- éventuellement, en décalant les prises de poste,
- éventuellement, en mettant en place des marqueurs pour faire respecter une distance d'au moins un mètre.
- bande adhésive au sol, barriérage (par exemple avec utilisation des tables et des chaises), organisation des circulations intérieures...
- en limitant l'accès aux espaces et salles de réunion.
- Installer, si possible, des lieux de réunion, de repos et de pause en extérieur.
- Installer un point d'eau ou un distributeur de gel ou de solution hydroalcoolique à l'extérieur et imposer le lavage des mains avant toute entrée dans les bases vie ou bungalows de chantier. Essuie-mains à usage unique et poubelle à disposition au point d'eau.
- Mettre à disposition des flacons de gel ou de solution hydroalcoolique (si disponibles) dans les lieux fréquentés et à proximité des surfaces de contact (tables, comptoir...).
- Mettre à disposition des lingettes désinfectantes dans les toilettes pour désinfection avant chaque usage.
- Vérifier plusieurs fois par jour que les distributeurs de savon, d'essuie-mains, de lingettes jetables et/ou de gel ou de solution hydroalcoolique sont approvisionnés.
- Assurer une fréquence de nettoyage 2 fois par jour de toutes les installations communes et désinfection des douches au moyen de produits désinfectants. En cas d'arrêt de l'utilisation de la base vie inférieur à 5 jours, une désinfection devra se faire avant la reprise. Les travaux de nettoyage comprennent sols, meubles, postes de travail dont poste de garde. Les surfaces de contact les plus usuelles (portes, rampes d'escalier, fenêtres et tout autre équipement où l'on peut poser **les mains, toilettes, y compris toilettes mobiles) doivent être nettoyées. Le personnel en charge du nettoyage doit être compétent et dûment équipé.**
- Aérer les locaux et vérifier, le cas échéant, les installations de ventilation et climatisation.
- Organiser l'usage des réfectoires par roulement afin de limiter le nombre de personnes à un instant donné, de façon à respecter les distances de sécurité.
- Assurer une désinfection par nettoyage, dont fours micro-ondes, réfrigérateurs..., entre chaque tour de repas. Faire respecter de façon stricte les consignes de lavage des mains à l'eau et au savon avant les repas.
- Privilégier, le cas échéant, la pratique de la gamelle et du thermos individuels apportés par chaque compagnon.

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	La capacité est limitée, de façon à garantir une surface au sol minimum de 1.25 m ² par personne.	Selon PIC du lot Gros Oeuvre.	Chauffages, armoires vestiaires avec serrures ou cadenas. Bancs, patères pour l'accrochage des vêtements humides. Revêtement de sol facilement lessivable.	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Réfectoire	Climatisé. 1.25 m ² par personne.	Selon PIC du lot Gros Oeuvre.	Table et chaises en nombre suffisant. Chauffe-plats de capacité équivalente au nombre de places assises. Garde manger ou réfrigérateur.	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Sanitaires	Sanitaires équipés de chasse d'eau, papier hygiénique, savons liquides. 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 hommes. Séparations Hommes / Femmes. Pour 35 ouvriers en pic d'effectif.	Selon PIC du lot Gros Oeuvre.	Raccordement obligatoire au réseau existant. Sanitaire chimique INTE RDITS.	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Douches	Pour 35 ouvriers en pic d'effectif.	A proximité immédiate des sanitaires.		Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Salle de réunion	Réunions MOE MOA. 20 personnes.	Selon PIC du lot Gros Oeuvre.	Chauffée et climatisée. Table et chaises. EPI : - Bottes de chantier. - Casques. - Gilets.	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Lavage botte	Robinet ou lance avec arrivée d'eau à côté de la base vie.	Entrée base vie côté chantier.		Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le maître d'Ouvrage et/ou son représentant devront prendre les dispositions de nomination d'une entreprise qui prendra en charge l'entretien afin de maintenir pendant toute la durée des travaux, toutes les dispositions générales du cantonnement.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

Le lot installateur de la base-vie aura à charge l'entretien en bon état de propreté et d'hygiène des installations jusqu'à la livraison du chantier.

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

Lot Gros oeuvre

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	Lot Gros oeuvre	Par un organisme agréé, lors de leur mise en service et à chaque modification ou extension.

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

6.1 ORGANISATION

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Chaque entreprise aura au moins un membre de son personnel équipé d'un téléphone portable. Il conviendra de s'assurer que ceux-ci soient chargés tout au long de la journée.			Tous lots.
Accès secours	Depuis l'entrée du chantier jusqu'au bâtiment.	Un accès doit rester propre et dégagé pour laisser passer le véhicule de secours jusqu'à l'entrée du bâtiment.	Panneau affichage.	Lot Gros Oeuvre
Point de rencontre	Entrée du chantier.	En cas d'accident, après avoir contacté les secours, envoyer une personne au point de rencontre pour les guider.	Panneau affichage.	Lot Gros Oeuvre
Secouriste	La liste des Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) avec leur numéro de téléphone respectif devra être affichée dans le bureau, la salle de réunion et la base vie des ouvriers.	Minimum 1 SST par tranches de 20 personnes sur chantier.	Les SST seront reconnaissables à leur casque, sur lequel le logo SST sera indiqué.	Toutes entreprises confondues.
Trousse de secours	Une trousse de secours sera mise à disposition dans la base vie.			Lot Gros Oeuvre

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Extincteur cantonnement	Mettre en place des extincteurs adaptés aux différents risques dans les locaux affectés au personnel (réfectoire, vestiaire). Les extincteurs doivent être accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement.	Les extincteurs ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle.	Signaler leur présence dans les locaux.	Lot Gros Oeuvre
Extincteur chantier	L'équipement de lutte contre l'incendie est à fournir par les entreprises sur les postes de travail particuliers (étanchéité, soudure, etc.). Les extincteurs doivent rester accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement.	Ils ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle. Le matériel mis en place doit être adapté aux risques générés par les postes de travail ou zone de travail.		Lots concernés

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Dispositions prises pour les travaux sur point chauds

Les outils et matériels, les matériaux et produits, dès lors qu'ils présentent un risque, devront être entreposés et protégés de telle sorte qu'ils n'engendrent pas de danger, ou s'il s'agit de produits de démolition, évacués le plus rapidement possible du chantier.

Le permis feu fait suite à un ordre de travail déterminé. Il s'applique à des travaux limités en temps et lieux. Il entraîne de prendre des précautions particulières à observer de la part de l'entrepreneur et le contrôle de leur application, et engage la responsabilité des signataires. Il a pour but de prévenir des risques d'incendie liés à l'utilisation de matériel dit "à point chaud" dans des endroits où il subsiste un risque de feu du fait de son emploi. Il concerne les travaux suivant :

- La soudure électrique
- La soudure au chalumeau
- Le découpage électrique
- Le découpage au chalumeau
- La lampe à souder
- L'outillage électrique

- Le dégagement d'étincelles

Chaque entreprise devra mettre en place un moyen de première intervention contre l'incendie (extincteur adapté à la nature du risque toujours à proximité de la source de flammes).

Arrêt des travaux sur point chaud au minimum 2h avant le départ des travailleurs.

Le personnel utilisant un chalumeau sera qualifié et disposera d'un extincteur à proximité du poste de travail. Un nettoyage de la zone de travail sera systématiquement effectué après l'intervention.

Les feux à usages de chauffage, de cuisson et de destruction sont strictement interdits.

Stockage de produits dangereux

Le stockage des produits dangereux devra se faire dans un container ou un local fermé à clé avec, sur la porte de ce dernier un pictogramme indiquant la nature et le degré de dangerosité. Chaque produit dangereux sera stocké dans un bac de rétention. Les Fiches de Données de Sécurité (FDS) de chaque produit dangereux seront transmises au Coordonnateur SPS. Attention, certains produits dangereux ne peuvent pas être stockés dans le même local (voir FDS et annexe).

Dépôts de carburant

Les dépôts de carburant sont soumis à la réglementation en vigueur selon leur nature et leur importance. Un soin particulier est porté au conditionnement, afin d'éviter tout risque de pollution des sols. Prévoir l'approvisionnement de cuves à enveloppe double ou de bacs de rétention.

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Sans objet.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPS (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPS avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS.

7.4 TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

Pour toute opération sur laquelle se trouvent engagés des travailleurs détachés, le maître d'ouvrage demande (à l'employeur des travailleurs détachés) copie de la déclaration de détachement transmise par l'employeur, établi hors de France, à l'unité territoriale de la DIRECCTE dont dépend géographiquement l'opération. Le maître d'ouvrage s'assure que l'employeur, établi hors de France, a désigné un représentant en France. Le maître d'ouvrage, informé par écrit par un agent de contrôle compétent (agent de contrôle de l'inspection du travail, agent des organismes de sécurité sociale, ...) du non-respect de la législation par l'employeur, établi hors de France (hébergement, durée du travail, salaire minimum, règles relatives à la santé et sécurité au travail, ...), doit enjoindre l'employeur, établi hors de France, de faire cesser sans délai cette situation et transmettre à l'agent de contrôle (mentionné ci-dessus) le résultat de son action. A défaut

de régularisation, la responsabilité du maître d'ouvrage serait engagée (sanction administrative, prise en charge hébergement, paiement des rémunérations, ...).

8 COLLÈGE INTER ENTREPRISES DE SÉCURITÉ DE SANTÉ ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL

Règlement de CISSCT est joint en annexe (si opération de 1ère catégorie uniquement)

ANNEXES

GS MARCEAU - CONCEPTION

Rue Masséna
13003 MARSEILLE

Liste des annexes
1 - Projet de règlement de CISSCT
2 - DHOL
3 - Panneau : En cas d'accident

9.1 Projet de règlement CISSCT

Chantier : GS MARCEAU - CONCEPTION

Maître d'ouvrage :

Article 1 - CONSTITUTION ET DUREE DU CISSCT :

Un Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) est constitué à l'initiative du Maître de l'Ouvrage, conformément aux articles L 4532-10 et R 4532-77 du Code du Travail et au Décret 95.543 du 4 mai 1995.

Il cessera ses activités sur sa décision, au plus tard, à la réception des travaux.

Article 2 - LES MISSIONS DU CISSCT :

Les missions du Collège, définies par les articles L 4532-13 et R 4532-90 du Code du Travail sont, notamment :

- 2-1 : d'approuver le règlement du CISSCT.
- 2-2 : de définir les règles communes destinées à contribuer à la coordination des mesures prises pour assurer le respect des mesures de Sécurité et de Protection de la Santé applicables au chantier.
- 2-3 : de s'assurer de la suite donnée aux mesures retenues par les membres du CISSCT et de vérifier que l'ensemble des règles prescrites sont effectivement mises en œuvre, notamment lors des visites de chantier.
- 2-4 : d'examiner les accidents ou incidents du travail survenus sur le chantier et de participer à l'enquête des accidents graves.
- 2-5 : de proposer des formations de sécurité complémentaires et d'examiner les formations réglementaires dispensées par les entreprises en application de l'article L 4141-2 du Code du Travail.
- 2-6 : de régler les difficultés qui pourraient subvenir entre ses membres.

Article 3 - RESPONSABILITE DU CISSCT :

L'intervention du Collège ne saurait modifier :

- La nature et l'étendue des responsabilités qui incombent aux participants à l'opération de bâtiment ou de génie civil, en application des autres dispositions du Code du Travail.
- Les attributions des institutions représentatives du personnel compétentes en matière d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (article L 4532-14 du Code du Travail).

Article 4 - COMPOSITION DU CISSCT :

4-1 : Les membres ayant voix délibérative :

- 4-1-1 : Le Président du CISSCT, à savoir le Coordonnateur de Réalisation de la Sécurité et de la Protection de la Santé.
- 4-1-2 : Le Coordonnateur SPS de Conception, s'il est différent.
- 4-1-3 : Le ou les divers Maîtres d'œuvre intervenant sur le chantier, ou leurs représentants habilités.
- 4-1-4 : Les entrepreneurs. Le chef de chacune des entreprises intervenant sur le chantier, ou son représentant habilité.
- 4-1-5 : Les sous-traitants : Le chef de chacune des entreprises sous-traitantes intervenant sur le chantier, ou son représentant habilité.
- 4-1-6 : Ne sont pas tenues de participer au CISSCT, les entreprises qui n'auront pas sur le chantier au moins dix travailleurs pendant au moins quatre semaines, à condition qu'elles n'exécutent pas des travaux à risques particuliers.
- 4-1-7 : Les travailleurs indépendants.

4-2 : Les participants ayant voix consultative :

Un représentant salarié de chacune des entreprises intervenantes (titulaires de marché ou sous-traitantes), effectivement employé sur le chantier et désigné par le CHSCT, ou par les délégués du personnel.

En l'absence de CHSCT ou de délégué du personnel au sein de l'entreprise, le représentant salarié sera choisi par les membres de l'équipe qui intervient sur le site.

4-3 : Peuvent assister aux réunions, avec voix consultative :

- L'agent de contrôle de l'Inspection du Travail ou son représentant.
- L'ingénieur en chef du service prévention de la (CARSAT ou CRAMIF) ou son représentant.
- Le secrétaire du comité régional de l'OPPBTP ou son représentant.
- Le ou les médecins du travail des entreprises qui interviennent sur le chantier. Ces derniers devront indiquer les coordonnées de leur médecin du travail au Président du CISSCT.
- Le Maître de l'Ouvrage ou son représentant.

4-4 : Nomination des représentants :

Chaque entreprise communique les noms de ses deux représentants au Président du CISSCT, au plus tard avant la réunion d'adoption du règlement.

Dans la mesure du possible, les représentants seront toujours les mêmes.

4-5 : Liste des membres :

Elle est tenue à jour et affichée sur le chantier par le président du CISSCT.

4-6 : Nota :

Le CISSCT peut décider d'entendre toute personne particulièrement compétente sur un sujet déterminé, inscrit à l'ordre du jour de sa réunion.

Article 5 - ATTRIBUTION DU PRESIDENT DU CISSCT :

- 5-1 : Il établit (ou entérine, s'il n'est pas le coordonnateur SPS de conception,) le projet de règlement qui précise le fonctionnement et les missions du CISSCT.
- 5-2 : Il s'assure de la continuité et de l'application de la coordination des mesures adoptées par le CISSCT et le respect des règles de santé et de sécurité du travail applicables au chantier.
- 5-3 : Il convoque les membres du CISSCT et les participants aux réunions ordinaires et extraordinaires, plénières ou restreintes.
- 5-4 : Il diffuse et arrête l'ordre du jour des réunions.
- 5-5 : Il préside les réunions avec voix prépondérante, ainsi que spécifié à l'article 6 ci-dessous.
- 5-6 : Il signe et annexe les procès verbaux des réunions, après leur adoption par le CISSCT, dans un registre mis à disposition, sur le chantier, et les conserve pendant cinq ans après la réception de l'ouvrage.
- 5-7 : Il représente le CISSCT à l'égard des tiers pendant la période d'activité du CISSCT et a autorité, dans le cadre de sa mission, sur le personnel mis à disposition du CISSCT.
- 5-8 : Il répond par écrit aux observations formulées par les membres des CHSCT ou des délégués du personnel des entreprises intervenant sur le chantier.
- 5-9 : Il informe les membres du CISSCT de toutes ses actions, accomplies dans le cadre de sa mission de Président.

Article 6 - ADOPTION DES DECISIONS DU CISSCT :

Les décisions du CISSCT sont adoptées à la majorité simple des membres présents, ayant voix délibérative.
En cas de partage égal des voix, celle du Président emporte la décision.

Article 7 - CONVOCATION DU CISSCT :

Les convocations écrites sont adressées, au plus tard quinze jours avant la réunion (sauf urgence), à tous les membres du CISSCT et aux participants.

L'ordre du jour, arrêté par le Président, est annexé à la convocation.

Article 8 - REUNION CONSTITUTIVE DU CISSCT :

Le Maître de l'Ouvrage convoque les membres du CISSCT et les participants à une réunion constitutive, qui doit se tenir au plus tard vingt et un jours avant le début des travaux.

L'ordre du jour de cette réunion comprend obligatoirement :

- 8-1 : L'adoption du règlement du CISSCT.
- 8-2 : L'examen des premières mesures de coordination du chantier en matière de santé et de sécurité.
- 8-3 : L'examen et la définition des règles communes nécessaires pour assurer le respect des mesures de sécurité et de protection de la santé applicables au chantier.
- 8-4 : La fixation de la date de la première réunion du CISSCT suivant l'ouverture du chantier, si cela est possible, sinon voir l'article 9 ci-après.

Le Président du CISSCT transmet le règlement, dès son adoption et à leur demande, à l'agent de contrôle de l'Inspection du Travail, à l'ingénieur du service prévention de la CARSAT, au comité régional de l'OPPBTP.

Le procès verbal de la séance au cours de laquelle a été adopté le règlement du CISSCT est joint à cette transmission.
Ce PV mentionne les résultats du vote émis à l'occasion de cette adoption.

Article 9 - REUNIONS PLENIERES DU CISSCT :

- **9-1 : Première réunion suivant l'ouverture du chantier :**

Le Président convoque par lettre, avec ordre du jour, tous les membres et tous les participants à la première réunion du CISSCT, prévue à l'article R 4532-85 du Code du Travail.

Cette convocation est faite dès le commencement effectif des travaux, lorsque deux entreprises au moins sont présentes sur le site.

- **9-2 : Périodicité des réunions :**

Sans préjudice des dispositions des articles 8, 9 et 10, la date de chaque réunion sera fixée lors de la réunion précédente, selon une périodicité de trois mois. Ce délai ne pouvant en aucun cas être dépassé, il pourra être réduit sur proposition du Président si l'importance et la nature des travaux le justifie.

Chaque réunion est précédée d'une visite de chantier.

Le Président peut, en cas de nécessité, provoquer une réunion plénière extraordinaire du CISSCT en dehors des dates initialement arrêtées, notamment sur la demande :

- De la majorité des représentants ayant voix délibérative.
- Du tiers des représentants du personnel.

- Eventuelle du Maître d’Ouvrage.

Ou dans le cas d’accident ou d’incident ayant des conséquences graves pour les ouvriers.

- **9-3 : Objet des réunions plénières :**

Les réunions plénières sont consacrées, en principe, à l’examen des seules questions qui concernent l’ensemble des entreprises.

En plus des points prévus aux articles 8 et 9, ces questions comprennent :

- L’approbation du procès verbal de la réunion précédente.
- L’examen des suites données aux observations et décisions formulées lors de la réunion précédente.
- Le résumé de l’activité de la période écoulée depuis la réunion précédente.
- Les suggestions et observations faites par les membres du CISSCT.
- L’examen des accidents ou incidents survenus sur le chantier et l’étude des accidents ou incidents survenus, dont une des causes pourrait avoir son origine dans les mesures retenues par le CISSCT.

Il est rappelé que chaque entreprise est tenue d’adresser au Président du CISSCT, dans les quarante huit heures, une copie de toute déclaration d’accident du travail entraînant un arrêt.

- Les prévisions d’activité pour le trimestre à venir.

Les délibérations du CISSCT sont consignées dans les procès verbaux établis par le Président du CISSCT et transmises, dans la semaine qui suit la réunion, à tous les membres du CISSCT, aux participants et au CHSCT ou aux délégués du personnel des entreprises.

Les procès verbaux font ressortir notamment :

- L’ensemble des décisions prises par le CISSCT.
- Les compte-rendu des visites de chantier.
- Les formations dispensées par les entreprises en application de l’article L 4141-2 du Code du Travail, ainsi que les formations sécurité complémentaires décidées par le CISSCT.

Article 10 - REUNIONS RESTREINTES DU CISSCT :

Des réunions restreintes peuvent être organisées par le Président ou à la demande d’un membre du CISSCT pour examiner et étudier des mesures propres à résoudre des problèmes qui, bien qu’entrant dans les attributions du CISSCT, ne concernent qu’un nombre restreint d’entrepreneurs.

Les procès verbaux de ces réunions sont communiqués pour information et adoption à la réunion plénière suivante du CISSCT.

Article 11 - APPLICATION DES DECISIONS DU CISSCT :

Les décisions du CISSCT sont immédiatement exécutoires et, sans spécifications contraires, s’appliquent à toutes les entreprises présentes sur le chantier, ainsi qu’aux entreprises qui y arriveront ultérieurement.

Les mesures et risques communs en matière de Sécurité et de Protection de la Santé et des Conditions de Travail sont intégrés par le Coordonnateur SPS au Plan Général de Coordination et de Protection de la Santé.

Article 12 - MESURES DE FONCTIONNEMENT DU CISSCT :

La gestion financière de fonctionnement du CISSCT est assurée par le Maître de l’Ouvrage.

Les dépenses engagées par le CISSCT sont supportées au prorata des entreprises concernées.

En cas de défaillance de l'une des entreprises, les dépenses lui incombant seront prélevées par tout moyen à la convenance du Maître de l'Ouvrage.

Le CISSCT peut confier au Président la possibilité de saisir une entreprise affectée au chantier pour pallier à la carence d'une autre entreprise dont les moyens de sécurité et les règles de santé sont insuffisants.

Les frais engagés par la-dite entreprise seront à la charge de l'entrepreneur défaillant.

Article 13 - PROCEDURE DE REGLEMENT DES DIFFICULTES :

Tout différend entre les entreprises, à propos des mesures décidées par le CISSCT, fera l'objet d'une conciliation en réunion plénière.

Il en sera de même pour tout différend entre entrepreneur et membre du CISSCT avec voix consultative.

En dernier recours, il sera fait appel au Maître d'Ouvrage pour régler tout litige relatif à l'application du présent règlement, ou de décision prise par le CISSCT.

Article 14 - PENALITES POUR ABSENCE AUX REUNIONS DE CISSCT :

Suivant les dispositions relatives au décret 95-543 du 4 mai 1995, précisant les modalités de fonctionnement du CISSCT, et plus particulièrement l'article 2 pour l'application des sanctions par les autorités administratives assermentées ; il est rappelé que des contraventions de cinquième classe peuvent être dressées pour toute infraction à la législation.

Dans le fonctionnement du CISSCT, son Président, à la demande du Maître de l'Ouvrage, prévoit, par ailleurs, l'application de pénalités pour :

- Absence du représentant de la direction d'une entreprise intervenant sur le site et dûment convoqué : 150 Euros.
- Absence du représentant salarié dûment convoqué : 150 Euros, à la charge de l'entreprise.
- Non application des décisions prises par le CISSCT : 150 Euros.

Le Président tiendra à jour un tableau des pénalités sur chaque procès verbal de réunion du CISSCT.

Le montant des pénalités sera prélevé, en temps utile, par le Maître de l'Ouvrage sur les situations de travaux émises par les entreprises et affecté à l'aide au financement de formation sur le chantier.

9.2 DHOL

Opération : CONSTRUCTION GROUPE SCOLAIRE MARCEAU MARSEILLE	<input checked="" type="checkbox"/> Catégorie 1 <input type="checkbox"/> Catégorie 2	Maître d'ouvrage : COMMUNE DE MARSEILLE Ilot Allar – 9 Rue Paul Brutus 13233 MARSEILLE Cedex 20
Qualiconsult Sécurité : 7-9 Rue Jean Mermoz 13008 MARSEILLE	Nom CSPS : CLOTEAU Stéphane	Tél : 07.60.11.38.93 Mail : stephane.cloteau@qualiconsult.fr
Mise à jour : Indice 00	Date de modification :	Éléments modifiés :

Partie à remplir par le CSPS			
Adresse chantier : Rue Massena – 13003 MARSEILLE		Coordonnées GPS : 43.308681, 5.384262	
Contraintes horaires de livraisons	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Moyens mutualisés de levage et manutention (cf. PGCSPS)	Grue à tour
Autres renseignements utiles (contraintes administratives,.)	Habitations et école à proximité	Quai de déchargement	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Partie à renseigner par l'entreprise			
Nom de l'entreprise :		Adresse :	
Nom du réceptionnaire :		Coordonnées du réceptionnaire :	
Plages horaires de livraisons			
Présence d'un chef de manœuvre	<input type="checkbox"/> Oui		<input type="checkbox"/> Non
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion	d(m) :	<input checked="" type="checkbox"/> Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	
	h(m) :		
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input checked="" type="checkbox"/> Grue de chargement	<input checked="" type="checkbox"/> Appareil propre au chantier	Type :
		<input checked="" type="checkbox"/> Appareil à la charge du fournisseur	Type :
Autres renseignements utiles			

9.3 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: MARSEILLE
RUE : Rue Masséna

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 04.95.08.11.80 .